



retraite-social-manifestation-syndicats-grèves-gouvernement,PREV

Retraites: dans la rue pour la 7e fois, les syndicats appellent Macron à "consulter le peuple" (PAPIER GENERAL-ACTUALISATION)

Par Gabriel BOUROVITCH, Charlotte HILL, avec les bureaux régionaux de l'AFP

=(Photo+Video)=

ATTENTION - ajoute déclarations Martinez, Berger, chiffres de participation, nouveau témoignage ///

Paris, 11 mars 2023 (AFP) - Les responsables syndicaux ont appelé samedi le président de la République à "consulter le peuple" sur la réforme des retraites, lors d'une septième journée de mobilisation à l'orée d'une semaine décisive, où le gouvernement espère voir la réforme définitivement adoptée après un parcours parlementaire chaotique.

"La détermination est là, on est passé même à un stade de grosse colère, avec ce qu'a fait le président de la République" vendredi, en rejetant la demande des syndicats de le rencontrer, a dit le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, parlant d'un "bras d'honneur" d'Emmanuel Macron.

"Puisqu'il est si sûr de lui, le président de la République, il n'a qu'à consulter le peuple. On verra la réponse du peuple", a-t-il dit, interrogé avant le départ de la manifestation parisienne prévu vers 14H00 de la place de la République à celle de la Nation.

"Sans doute il faut aller vers une consultation citoyenne", a également estimé son homologue de la CFDT, Laurent Berger. "J'implore ceux qui dirigent ce pays de sortir de cette forme de déni du mouvement social", a-t-il insisté, évoquant une forme de "sidération" face à la fin de non-recevoir du président de la République.

C'est la seconde journée de mobilisation organisée un samedi, de manière à permettre aux salariés d'y participer sans avoir à poser un jour de grève. Le 11 février, 963.000 personnes étaient descendues dans la rue selon le ministère de l'Intérieur, plus de 2,5 millions selon la CGT.

La participation devrait être moins forte cette fois-ci, au vu des mobilisations déjà en cours ou terminées à la mi-journée. A titre de comparaison, à Tarbes, 2.500 personnes ont défilé samedi, selon la préfecture, contre 4.600 le 11 février. Dans le Nord, 950 personnes se sont rassemblées à Douai selon la préfecture, contre 3.200 le 11 février, et 1.300 à Valenciennes, contre 3.200 il y a un mois.

Laurent Berger a reconnu une moindre mobilisation: "On s'y attendait, c'est une manifestation un week-end qui suit une manifestation en semaine", mais la détermination est "forte", a-t-il assuré, avant une nouvelle journée de manifestations, la 8e, prévue mercredi.

"Il faut mobiliser, y compris par le blocage", avait affirmé un peu plus tôt sur RMC le secrétaire général de Force ouvrière, Frédéric Souillot, soulignant que "sur les ronds-points, les zones industrielles, les équipes sont là. En outre, "FO va proposer qu'on ait trois journées, les 15-16-17, de grèves et de manifs", a-t-il indiqué dans le carré de tête de la manifestation.

- "Pas lâcher" -

Rencontré à Strasbourg, Claude Jeanvoine, ancien conducteur de train de 63 ans, a dit avoir "le même état d'esprit qu'à la première manifestation". "Je me bats pour mes collègues, pour les jeunes. Il ne faut pas que les gens se laissent faire, c'est l'avenir de leurs enfants et petits-enfants qui est en jeu (...). Si on n'y croyait pas, on ne serait pas là", a-t-il témoigné.

Même état d'esprit chez Marie-Cécile Périllat, secrétaire générale de la FSU de Haute-Garonne, qui défilait à Toulouse, où les organisateurs ont revendiqué 45.000 participants: "La pression, elle commence véritablement à s'exercer, sur le pouvoir législatif y compris. Donc on y croit, on tient et on va pas lâcher", assure-t-elle.

Vendredi, le ministre du Travail Olivier Dussopt a dégainé l'arme constitutionnelle du vote unique au Sénat, face à "l'opposition méthodique" de la gauche. Les sénateurs ont repris samedi matin l'examen de la réforme, avec encore plus de 700 amendements au programme avant le couperet de la fin des débats dimanche minuit. Une commission mixte paritaire réunissant députés et sénateurs doit se tenir mercredi avant un vote définitif dans la foulée dans les deux chambres.

Mais il semble incertain que le gouvernement parvienne à trouver une majorité de députés pour approuver le texte et il pourrait recourir une nouvelle fois à l'article 49.3 (adoption sans vote), ce qui le placerait dans une situation politique périlleuse.

Mardi, les syndicats avaient une nouvelle fois fait la preuve d'une opposition très forte au projet de réforme, avec un record de manifestants (1,28 million de personnes selon le ministère de l'Intérieur, plus de trois millions selon l'intersyndicale) - sans parvenir à mettre le pays "à l'arrêt" comme ils en avaient émis le souhait.

Des grèves reconductibles ont été enclenchées ou intensifiées dans plusieurs secteurs, notamment ferroviaire et aérien, ainsi que les centrales de production d'électricité, l'infrastructure gazière ou le ramassage des poubelles. Mais le trafic était quasi normal à la RATP samedi, sauf sur les RER A et B.

Selon un sondage Elabe pour BFMTV publié samedi, 63% des Français approuvent la mobilisation contre la réforme, 54% soutenant le recours à la grève et au blocage de certains secteurs. 78% (+14 points depuis le 3 mars) pensent pourtant que la réforme sera votée et appliquée.

sl-chl-gbh-bur/cel/cal

by : Gabriel BOUROVITCH, Charlotte HILL, avec les bureaux régionaux de l'AFP

2023/03/11 14:16:59 GMT+01:00

#699466 DGTE 0529 QTC14 (4) AFP (819 words)